

<https://www.illustre.ch/magazine/les-femmes-ont-du-faire-preuve-de-beaucoup-de-courage>

50e anniversaire

**«Les femmes ont dû faire preuve de beaucoup de courage»**

Le 7 février 1971, les Suissesses ont enfin obtenu le droit de vote. Témoignages de militantes à travers les générations.



Quatre femmes évoquent le droit de vote acquis il y a cinquante ANS.

Julie de Tribolet

**«En entrant au National, j’ai pensé aux femmes de ménage»**



Gabrielle Nanchen.

**Gabrielle Nanchen 77 ans, première femme à avoir été élue au Conseil national, en 1971 (VS).**

«Jamais je n'aurais imaginé qu'en tombant amoureuse d'un Valaisan j'allais perdre mon droit de vote.» Et pourtant, la native d'Aigle (VD), qui a alors (en 1966) 23 ans, perd ses droits civiques à son arrivée à Sion. «Avant cela, en étudiant l'apartheid, j'avais ressenti le besoin de m'engager contre l'injustice. En Valais, je me suis inscrite au Parti socialiste et j'ai milité pour le droit de vote.»

En été 1971, les partis valaisans proposent des femmes sur leur liste pour le Conseil national. «Il n'était pas question pour moi d'être élue, j'avais deux bébés à la maison et personne pour les garder. Mes camarades m'ont dit: «Sois sympa, accepte, cela nous attirera des voix et tes enfants, tu les retrouveras à la fin de la campagne.» A la sortie des urnes, Gabrielle Nanchen obtient 43 voix de plus que le premier des viennent-ensuite, Claude Rouiller. «Je ne voulais pas accepter mon élection. Mon mari a insisté: «Tu ne peux pas trahir tes électeurs. Tu dois y aller. Je me débrouillerai pour les enfants.» L'arrivée sous la Coupole est «impressionnante» pour celle qui n'a alors que 28 ans. «On était les toutes premières femmes à entrer dans cette salle. Si on ne tient pas compte des femmes de ménage. Combien étaient-elles à venir travailler sans que personne les accueille avec des fleurs? J'ai senti que j'avais une responsabilité à leur égard. C'étaient elles que je devais représenter.»

**«Je me suis imaginée vivre à cette époque, j'ai ressenti l'injustice»**



Dilara Bayrak.

**Dilara Bayrak 23 ans, benjamine du Grand Conseil, étudiante en droit (GE).**

«C'est complètement surréel! réagit-elle à l'évocation des cinquante petites années qui la séparent du temps où ses aînées étaient bannies des bureaux de vote. On aime dénoncer le non-respect des droits de l'homme à l'étranger, mais on a toujours un peu plus de mal à se regarder dans le miroir.»  
Lorsqu'elle apprend la date du suffrage féminin, Dilara Bayrak a 15 ans et est en cours de géographie. «Je me suis imaginée vivre à cette époque, j'en ai ressenti l'injustice. Ce sentiment m'a donné envie de m'engager en politique.»

A la maison, Dilara Bayrak pousse ses parents à voter et, à peine entrée en faculté de droit, prend sa carte chez les Verts. Elle se retrouvera élue au Grand Conseil quatre ans plus tard. Elle est aujourd'hui la benjamine d'un hémicycle composé de plus de 70% d'hommes. «L'arrivée n'a pas été simple. Certains sujets traités trouvent leur source avant ma naissance! Les comportements sexistes sont omniprésents, car beaucoup de députés appartiennent à une autre génération.» Mais Dilara Bayrak ne se décourage pas. Son féminisme? Il est inclusif, intersectionnel. «Mon histoire personnelle, celle de ma mère – d'origine turque – et celles de mes fréquentations diverses me démontrent à quel point il est important que le féminisme défende absolument toutes les femmes. Ne nous divisons pas et ne recréons pas un moule qui exclurait d'autres personnes.

**«Nous organisons des débats dans tous les villages»**



Simone Chapuis-Bischof.

## **Simone Chapuis-Bischof 89 ans, militante suisse de longue date pour les droits des femmes (VD).**

Elle refuse le qualificatif de pionnière. «Je suis bien loin d'en être une. Ces pionnières, comme vous dites, je les ai admirées et rejointes. Mais ce que j'aime, c'est raconter leurs histoires.» Simone Chapuis-Bischof aura 90 ans en mars et cela fait plus de soixante ans qu'elle se bat pour les femmes. «J'ai commencé à m'intéresser à la condition féminine en 1959. J'avais 28 ans, j'étais enseignante. A l'époque, notre salaire allait être augmenté linéairement, mais, comme les hommes étaient mieux payés que les femmes, cela n'allait qu'augmenter l'écart de salaire. Quand je pense que cette question n'est toujours pas réglée!» Elle laisse tomber son poing sur la table.

Après ce premier combat, la Vaudoise entre au comité de l'Association suisse pour le suffrage féminin et y rencontre Antoinette Quinche – «une vraie pionnière, elle!» –, à qui les Vaudoises doivent la fierté d'avoir été les premières Suissesses à jouir d'un droit de vote cantonal, au début de 1959. «Pendant la campagne, en 1970, nous organisons des débats dans tous les villages, où nous étions soit applaudies, soit huées. Notre comité d'action était composé de tous les partis.» Derrière Simone Chapuis-Bischof, une photo en noir et blanc est posée sur le buffet. Un petit garçon à trottinette porte un cartable sur le dos. «Mon fils, il avait 7 ans en 1971.» Sur le sac à dos, elle avait collé une affiche pour le suffrage féminin.

### **«Les anciennes nous ont transmis leurs luttes»**



Jeanne Beuret.

## **Jeanne Beuret 40 ans, coprésidente de l'association interjurassienne de la Grève des femmes et enseignante (JU).**

«Ce qui me frappe le plus, c'est de me dire, nom de bleu, en 1971, ma mère avait 20 ans et la moitié de la population a voté pour accorder le droit de vote à l'autre moitié! C'est presque de la science-fiction!» D'autant plus que, au contraire des habitantes des autres cantons romands, les Jurassiennes, Bernoises à l'époque, ne disposent pas encore d'une voix cantonale. Jeanne Beuret vient de la mouvance altermondialiste. «Ma génération imaginait que les bases de l'économie et des institutions étaient mauvaises, qu'il fallait revoir la copie et, dans ce combat-là, l'égalité est cruciale.»

Alors, en 2019, l'enseignante s'implique dans l'organisation de la grève des femmes. «Les anciennes ont ressorti leurs histoires, nous ont transmis leurs luttes et nous ont enseigné le chemin qu'elles avaient parcouru.» Elle se demande si la lutte ne piétine pas. Puis juin 2019 arrive et la grève rassemble plus de 4000 personnes à Delémont. «Personne n'avait vu autant de gens dans les rues depuis le plébiscite jurassien. C'était incroyable, se souvient-elle le sourire aux lèvres. J'ai envie que les jeunes femmes qui rentrent dans la citoyenneté se rendent compte du privilège qu'est le droit de vote.»

Par Camille Pagella publié 21 janvier 2021